Journal des anthropologues

Association française des anthropologues

108-109 | 2007

Anthropologues à durée déterminée / Peurs collectives / Regards sur les banlieues en crises

Éditorial

Laurent Bazin

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/jda/973>

DOI : 10.4000/jda.973

ISSN : 2114-2203

Éditeur

Association française des anthropologues

Édition imprimée

Date de publication : 1 juin 2007

Pagination : 7-11

ISSN : 1156-0428

Référence électronique

Laurent Bazin, « Éditorial », *Journal des anthropologues* [En ligne], 108-109 | 2007, mis en ligne le 20 février 2009, consulté le 24 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/jda/973> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/jda.973>

Ce document a été généré automatiquement le 24 septembre 2020.

Journal des anthropologues

Éditorial

Laurent Bazin

- 1 Ce numéro du *Journal des anthropologues* offre une formule un peu inhabituelle puisque nous publions, dans un seul numéro double, trois dossiers que nous présentons de manière séparée. On trouvera également dans ce numéro l'appel à participation pour les « Assises de l'ethnologie et de l'anthropologie en France » qui se tiendront les 12-13-14 décembre 2007 à l'initiative conjointe de l'APRAS¹ et de l'AFA, ainsi que le séminaire « Actualités de l'anthropologie » de l'AFA qui cette année sera placé sous l'égide des deux associations, dans la perspective de préparation des Assises.
- 2 La coïncidence de ces trois dossiers et de cet appel à se mobiliser pour (re)penser collectivement la discipline tient pour beaucoup à des aléas de calendrier, mais elle ne saurait être considérée comme purement fortuite. Tous ces éléments résultent d'ailleurs des activités d'animation scientifique proposées par l'AFA durant les trois dernières années². Ces quatre thèmes se répondent les uns les autres et leur dialogue tisse une sorte de grille d'analyse de processus qui affectent le monde actuel dans sa globalité. Celui-ci est fortement marqué par les peurs et les incertitudes – économiques, politiques, environnementales, etc. – ainsi que par l'obsession du risque et de la sécurisation. Elles contribuent à approfondir des ruptures hiérarchiques qui isolent les fractions sociales paupérisées dans les périphéries urbaines, telles les banlieues en France, ou ailleurs les favelas, bidonvilles et autres ghettos, les repoussant dans le même mouvement vers une criminalité alimentant les fantasmes, à l'instar des classes dangereuses du XIX^e siècle. Ces phénomènes se conjuguent avec la fragilisation d'acteurs individuels et de groupes sociaux du fait de l'affaiblissement de la protection du travail, de la régulation par le marché et de mises en concurrence tous azimuts. Le milieu scientifique, et en son sein le « tout petit monde » de l'anthropologie sociale, n'y échappent pas. Bien au contraire, tout conduit à faire l'hypothèse que le champ de l'anthropologie sociale constituerait, pour qui voudrait vraiment se donner la peine d'en étudier de manière précise et documentée les mouvements de structuration et de destructuration, un analyseur exemplaire de ces processus globaux tant la discipline apparaît aujourd'hui extrêmement fragilisée, segmentée, atomisée et, pour tout dire, menacée. Qu'on se souvienne de la pétition « sauvons l'anthropologie au CNRS » qui a

mobilisé une grande partie de la communauté professionnelle, au-delà même des frontières nationales, en janvier 2006. Une « peur collective » ?

- 3 Si de telles remarques peuvent paraître pessimistes, on soulignera paradoxalement à quel point, dans la période actuelle, la « demande » d'ethnologie peut trouver tout aussi bien matière à s'épanouir, moins par attrait de l'exotisme que dans ses capacités propres de production des connaissances. Comme méthode d'investigation et d'élucidation du social, la discipline apparaît fort bien outillée pour analyser les dynamiques fondamentales qui travaillent le monde contemporain, tant par sa vocation de comparaison systématisée qui la caractérise fortement (en regard des autres sciences sociales et notamment de la sociologie), que par sa tradition d'enquête de terrain, ses modes de compréhension des correspondances symboliques, imaginaires et concrètes des réalités, ou encore sa faculté à lier les échelles microsociales, locales, nationales et globales. Serait-ce une question de marketing ?
- 4 Qu'on le déplore ou non, cette question s'avère de moins en moins métaphorique du fait de la transformation très rapide des institutions de recherche et d'enseignement supérieur sous la triple égide de l'organisation d'une compétition internationale, du renforcement des concurrences internes (appels d'offres, notamment) et de la fragilisation des statuts de chercheurs et d'enseignants-chercheurs, renforçant leur dépendance et laissant « hors-statut » un grand nombre de nouveaux docteurs. Pour faire face à ces phénomènes et éviter une atomisation plus poussée de l'anthropologie en petits cercles concurrents et hostiles les uns aux autres, il est essentiel de susciter de nouvelles mobilisations et de renforcer les structures collectives, associatives, de la discipline. Il est aujourd'hui tout aussi crucial de saisir pleinement le sens des évolutions institutionnelles – et idéologiques – qui s'opèrent pour en faire un élément de consolidation des ancrages présents et futurs de la discipline.
- 5 Dans cette perspective, les dossiers consacrés dans ce numéro respectivement aux « peurs collectives » et aux « banlieues en crise » offrent des exemples parmi d'autres de domaines de connaissance pour lesquels les enquêtes ethnologiques et les capacités d'analyse et de réflexion anthropologiques peuvent fournir un éclairage original et pertinent, complémentaire des apports des autres sciences sociales. Ajoutons que ces deux thèmes se révèlent essentiels pour comprendre les visions et divisions du monde sur lesquelles se fondent les formes contemporaines de production de l'altérité : un domaine emblématique s'il en est de la discipline.
- 6 La publication du dossier « anthropologues à durée déterminée » prend quant à lui tout son intérêt dans la perspective d'alimenter les réflexions qui viendront constituer les Assises. Répétons-le tout d'abord, ce dossier résulte d'une journée d'étude que l'AFA avait organisée en mai 2004 sur le thème « Anthropologie sous contrat : pratiques et produits ». Coïncidence encore : l'APRAS avait tenu le 2 mars de la même année une journée d'étude portant un intitulé très voisin « Anthropologie sous contrat : ethnologie hors les murs »³ et, à trois semaines d'intervalle, la SEF avait suscité un colloque à Bordeaux sur le sujet, plus large, de « l'anthropologie appliquée aujourd'hui »⁴. Quelques mois plus tard, s'appuyant sur la dynamique créée par ces trois événements (entre autres, car il existe une multitude de groupes et d'expériences), un collectif d'anthropologues avait émis un « appel à participation pour la création d'une organisation professionnelle », dont le *Journal des anthropologues* n°100-101 (2005) s'était fait l'écho. Malgré cette convergence, aucune suite n'avait été donnée à ces initiatives.

- 7 Bien sûr, les questions soulevées par la recherche « sous contrat » ou « sur commande », ne sont pas nouvelles et, pour ne citer que cet exemple, le *Journal des anthropologues* (qui était alors le *Bulletin de l'AFA*) avait publié en 1989 un numéro intitulé lui aussi « L'ethnologie sous contrat » (n° 35). Si le sujet est récurrent, il semble pourtant devoir toujours être esquivé et échapper inexorablement à une réflexion collective sérieuse, concertée, organisée. Témoigne d'ailleurs de ces difficultés le délai pour la préparation de ce dossier : de mai 2004 à mars 2007, il aura fallu près de trois ans pour publier les articles rassemblés ici et, en dépit de petits aléas de fonctionnement internes, ce délai ne saurait être imputé à la mauvaise volonté du comité de rédaction de la revue. Ajoutons que la teneur des textes tend plus souvent vers le témoignage des circonstances de la recherche sous contrat, de ses contraintes et de ses complications plutôt que vers une analyse de ces mêmes circonstances, contraintes et complications, ou vers un examen épistémologique sur la nature des connaissances qu'elles produisent.
- 8 Les questions posées s'avèrent donc récurrentes, partiellement refoulées, et leur explicitation paraît – en France – particulièrement ardue. Comme le font cependant remarquer Pascale Absi et Guillaume Huet dans leur introduction, les conditions de la recherche « sous contrat » ont beaucoup évolué depuis 20 ans, ne serait-ce que du fait de l'érosion tendancielle de la protection sociale (chômage, retraite) et d'une diminution des financements. D'un autre côté, la généralisation du pilotage de la recherche par la contractualisation et par les appels d'offre tend à atténuer les frontières entre une recherche qui serait « noble » quand elle serait institutionnelle et des travaux « sur commande » qui seraient délaissés aux « hors-statuts » (cette partition, qui tend à s'imposer dans les représentations lorsque l'on évoque la recherche sur contrat, est évidemment tout à fait factice). Enfin, la stagnation ou la diminution franche des emplois de chercheurs et d'enseignants-chercheurs offerts à la discipline dans la fonction publique, de même que la perspective d'un arrêt des recrutements sur postes pérennes qui seraient remplacés par des chercheurs contractuels et des « post-docs », augmentent réellement ou potentiellement, pour les années à venir, le nombre et la proportion de chercheurs « indépendants » dépendant pour leur activité autant que pour leur subsistance de contrats et de commandes.
- 9 Les « anthropologues à durée déterminée » offreraient-ils une image de ce que sera l'avenir de la discipline ? Peut-être pas tout à fait, mais les expériences présentées dans ce dossier fournissent néanmoins des éléments de réflexion essentiels pour comprendre effectivement les conditions de recherche qui se profilent dans un futur proche. Plus encore, on soulignera pour finir que cet apport ne concerne pas seulement les fractions de la discipline les plus vulnérables et les moins instituées, mais bel et bien la pratique de la recherche anthropologique dans son ensemble.

NOTES

1. L'APRAS est l'Association pour la recherche en anthropologie sociale.

2. Journée d'étude « Anthropologie sous contrat : pratiques et produits », 28 mai 2004 ; Journée d'étude « Sens et fonctions des peurs collectives », 12 mai 2005 ; Séminaire « Actualités de l'anthropologie », année 2005-2006 sur le thème « Regards sur les banlieues en crise – Recherches, discussions, réflexions ».
3. Un compte rendu de cette journée réalisé par Dominique Lebleux avait été publié dans le *Journal des anthropologues* n° 96-97.
4. 24 mars 2004. La SEF est la Société d'ethnologie française.